

Contrat d'étude prospective

Améliorer l'attractivité des métiers de l'ESS en Pays de la Loire



CEP

CONTRAT D'ÉTUDE PROSPECTIVE

PAYS DE LA LOIRE

ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE

Le contrat d'étude prospective

Porté par l'UDES, avec le soutien financier de la DIRECCTE, du conseil régional et des OPCO Cohésion sociale, santé et culture/média, le **contrat d'étude prospective ESS** a été engagé en octobre 2019. Il associe également la CRESS et Pôle emploi, et s'inscrit dans le cadre de la stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire (SRESS).

Ce projet émane d'un travail avec les organisations syndicales de salariés (CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC), au sein de l'espace régional de dialogue social (ERDS) piloté par l'UDES.

Le CEP a pour objectif de définir un plan d'action régional pour améliorer l'attractivité de l'économie sociale et solidaire.

Trois phases de travail :

- **L'élaboration d'un diagnostic des facteurs d'attractivité et de tension des métiers, par famille de métiers** (juillet 2020)
- **La formulation de scénarios prospectifs travaillés collectivement** (septembre 2020)
- **La proposition d'un plan d'actions** avec les acteurs mobilisés pour permettre d'agir concrètement sur les freins à l'attractivité (octobre 2020)

Ce document est une synthèse provisoire, issue des échanges avec les partenaires du projet

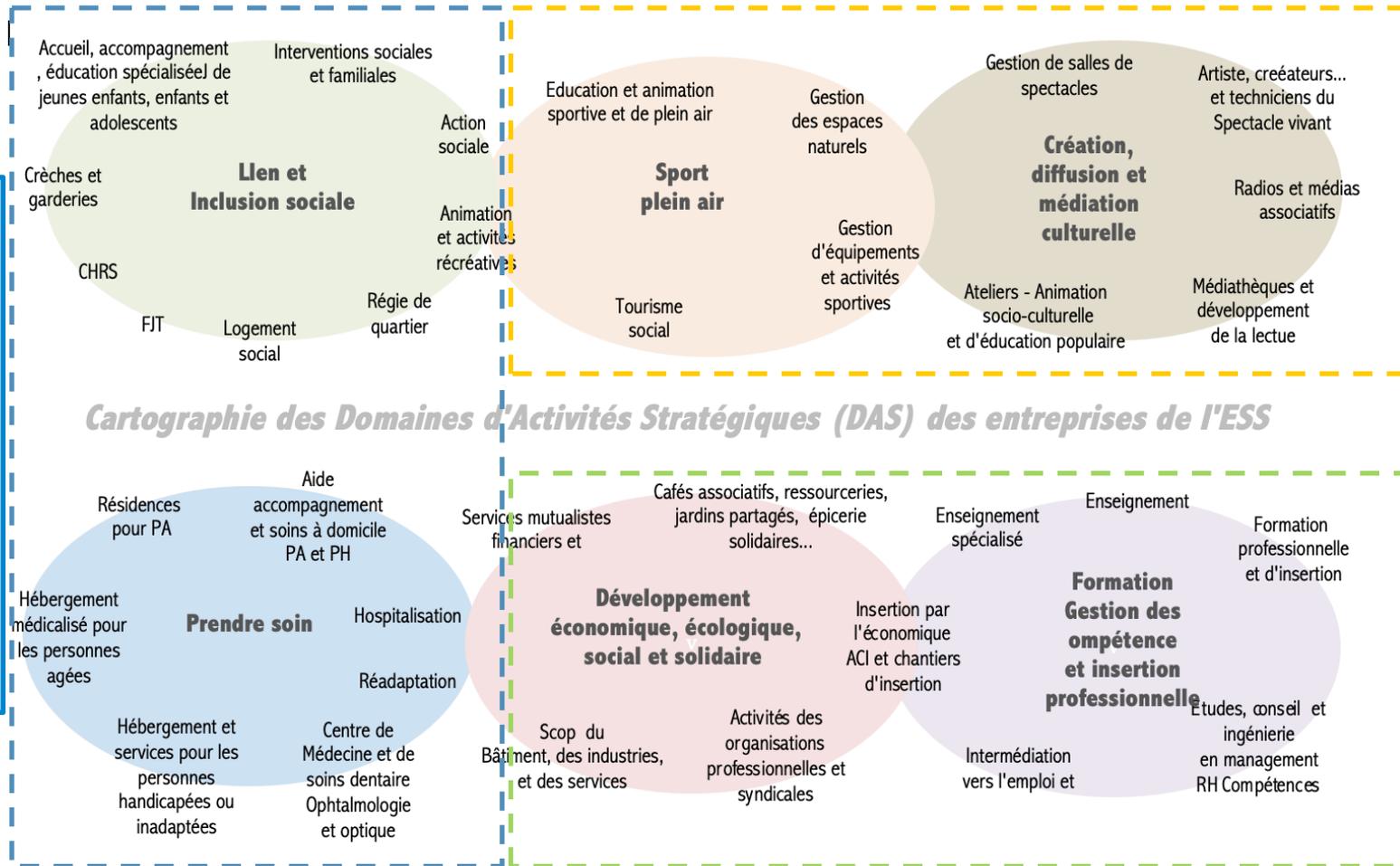
Les enjeux stratégiques repérés...

...Pistes de réflexions prospectives

- **Comment les entreprises de l'ESS doivent-elles agir pour maintenir une position forte dans les métiers où elle est encore dominante, en disposant pour cela des ressources humaines et de compétences nécessaires, à moyen et long terme?**
 - *Proposition : Axer nos investigations sur quelques métiers concentrant un volume d'emplois important et les plus en tensions sur le marché de l'emploi et des compétences, sans cependant s'enfermer dans les métiers de l'accompagnement et du soin à domicile déjà très étudiés.*
- **Comment les entreprises de l'ESS doivent-elles agir à moyen et long terme, pour être en capacité d'être un acteur déterminant du développement d'activités émergentes, porteuses d'innovations et d'emplois sur les territoires, en s'assurant pour cela de la mobilisation et de l'intégration à long terme des professionnels nécessaires à ces activités?**
 - *Proposition : Axer nos investigations sur des activités émergentes et sur quelques territoires où notamment se développent des PTCE.*

Quelles incidences sur notre problématique d'étude?

Analyse des conséquences possibles de la crise par domaines d'activités stratégiques



Cartographie des Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) des entreprises de l'ESS

DAS disposant de financements mixtes: conventions publiques et paiement à l'activité > Plusieurs de ces activités assurent une continuité de services et sont jugées « prioritaires » pour l'Etat: situation plutôt favorable a priori en termes de soutien financier de l'Etat.

DAS a forts financements publics > quid du soutien des acteurs publics dans les prochains mois? Risque que ces activités ne soient pas jugées « prioritaires » et soient moins soutenues par l'Etat et les collectivités territoriales que les activités jugées « prioritaires »

DAS à financements mixtes d'impulsion publique et sur marchés privés > risque que la concurrence soit encore plus forte qu'avant la crise sur ces activités « à la bagarre » pour se positionner face aux défis grandissants des transitions sociales, écologiques, économiques...

Quelles incidences sur notre problématique d'étude?

Hypothèses de positionnement de l'ESS au regard des domaines d'activités stratégiques couverts

- **Un scénario « optimiste » ou favorable pour l'ESS :**
 - L'ESS est reconnu comme un acteur économique ayant un rôle central à occuper, la crise ayant révélé la capacité du secteur à apporter des réponses aux défis économiques, sociales, climatiques, sanitaires.
 - Mise en place d'un plan de soutien de l'Etat à la filière sociale et médicosociale dans le cadre du développement de la silver economy, et aux acteurs de la cohésion sociale (inclusion sociale - sport – culture – animation...)
 - Volonté politique de soutenir les acteurs de l'ESS dans le cadre de la transition écologique et de la relocalisation d'un certain nombre d'activités de production et agricoles.
- **Un scénario « médian », moyennement favorable pour l'ESS :**
 - Le domaine d'activités stratégiques du « prendre soin » portée par des structures de l'ESS se positionne comme un acteur central sur les territoires, avec une impulsion politique de soutien à ces secteurs
 - Mais, par priorisation, faible soutien de l'Etat aux activités d'intérêt général, facteur de lien social dans les territoires (sport – culture – animation...) et aux entreprises de l'ESS sur le champ du développement économique, écologique, social et solidaire, entreprises de plus en plus concurrencées par les entreprises du secteur marchand
- **Un scénario « défavorable » pour l'ESS :**
 - Ré internalisation dans le service public d'un certain nombre d'activités notamment du prendre soin et de l'inclusion sociale
 - Défaut de financements publics à moyen terme et faible impulsion des pouvoirs politiques (Etat et collectivités locales) pour opérer des réorientations profondes des politiques publiques visant à soutenir le positionnement des acteurs de l'ESS sur le champ du développement économique, écologique, social et solidaire

Des travaux qui se poursuivent

- Ce document présente un extrait de nos réflexions, essayant de formaliser quelques enjeux prospectifs liés à la crise du COVID-19 sur la problématique de l'attractivité de l'ESS.
- Les prochaines étapes :
 - D'ici juin 2020, réalisation d'une série d'entretiens approfondis avec :
 - Les employeurs et cadres dirigeants de l'économie sociales et solidaire
 - Les stagiaires de la formation professionnelle ou étudiants en formations
 - Les salariés de l'ESS
 - Septembre 2020 : formulation des scénario prospectifs sur la base de ce diagnostic enrichi
 - Octobre 2020 : proposition d'un plan d'action concerté

Une opportunité : ce travail pourra utilement alimenter la conférence régionale de l'ESS qui devrait se tenir en novembre 2020

Contacts : Charles Bozonnet, chargé de suivi du CEP à l'UDES
cbozonnet@udes.fr, 06 75 96 96 54